

L'ÉVASION FISCALE POUR EUX, L'AUSTÉRITÉ POUR NOUS

L'évasion fiscale, c'est, pour l'estimation la plus basse, 25 000 milliards d'euros. Soit :

- ▶ 15 fois le Produit Intérieur Brut de la France
- ▶ La dette de tous les pays européens multipliée par plus de 2
- ▶ La dette de tous les pays du Tiers-Monde multipliée par 10

Les chiffres de la finance mondiale et de l'évasion fiscale :

Aujourd'hui, la masse des liquidités dans le monde est estimée à 75 000 milliards de dollars.

Seuls 1,6 % de ces flux financiers mondiaux ont un rapport avec l'économie réelle, avec la richesse produite par du travail humain.

Bien sûr, ce patrimoine financier est réparti de manière extraordinairement inégalitaire : 42,5 % de cette somme, soit 31873 milliards sont détenus par 0,1 % de la population mondiale.

On estime par ailleurs que 10 à 15 % des liquidités sont la propriété de 0,0014 % de la population.

Or, ce sont justement ces masses considérables d'argent qui alimentent l'évasion fiscale : 5.879 milliards, soit environ 8 % de cette richesse mondiale, est gérée offshore, c'est-à-dire de manière extra-territoriale : entendez, dans les paradis fiscaux. Les sommes sont si considérables que le bilan cumulé des paradis fiscaux représente 1/3 du PIB mondial.

Les Français ne sont pas en retard. Selon certaines estimations, ce sont environ 600 milliards d'euros, soit environ 10 % du patrimoine des français qui ont été ainsi soustraits par nos compatriotes, à raison de 60 à 80 milliards chaque année.

Comment en est-on arrivé là ?

La financiarisation à outrance de l'économie et l'encouragement des paradis fiscaux prend sa source dans l'offensive néo-libérale sur le terrain idéologique, : concurrence libre et non faussée, baisse drastique des dépenses publiques, privatisations et marchandisation de tout ce qu'il est possible de vendre, et dérégulation des marchés.

La mondialisation capitaliste et la crise qui en découle prend ses racines dans cette libéralisation de la finance.

L'évasion fiscale n'est pas la pratique isolée de quelques bandits, c'est bel et bien une technique organisée d'enrichissement qui a été sciemment encouragée.

En Europe, l'ensemble des pays membre de l'Union sont en concurrence fiscale. De plus, l'Europe possède quantité de paradis fiscaux (Andorre, Liechtenstein, Luxembourg, Monaco... et la Suisse)



Les acteurs de l'évasion fiscale

Le principal acteur de l'évasion fiscale, ce sont bien sûr les grandes fortunes. On estime en France à 220 milliards les sommes issues de fortunes particulières qui ont quitté le pays pour des cieux plus « cléments »

Devant tant de richesses, les banques ne pouvaient pas rester indifférentes. Elles jouent évidemment un rôle majeur. Toutes les grandes banques mondiales sont activement présentes dans les paradis fiscaux.

Les grandes entreprises multinationales sont également les grandes bénéficiaires de ces pratiques. L'ensemble des sociétés du CAC 40 utilisent l'évasion fiscale pour « optimiser » leurs profits et échapper à l'impôt : ce n'est pas un hasard si ces entreprises ne paient en moyenne que 8 % d'impôts sur les bénéfices, contrairement à la plupart des PME/PMI.

Des solutions existent. Ce qui manque ce ne sont pas les déclarations velléitaires utilisées pour calmer l'indignation populaire sans que cela débouche sur des mesures concrètes et fortes. Ce qui manque, c'est la volonté politique pour réorienter notre économie vers la satisfaction des besoins, pour mettre un terme au diktat des banques et de la finance. C'est la volonté du Parti communiste français. Et si 'on passait des paroles aux actes ? C'est ce que proposent Alain et Eric Bocquet, parlementaires communistes, auteurs d'un livre « Sans domicile Fisc » préconisent des mesures directes concrètes pour la France, l'Europe, pour le Monde. Objectif : réorienter la finance dans le droit chemin, au service des peuples. Nécessité : une mobilisation générale pour remettre le monde à l'endroit.

(voir verso)

Tisséo : Moudenc poussé dans les cordes par la mobilisation de la jeunesse, des communistes et des forces de l'opposition

Jean-Luc Moudenc a été obligé lors de la réunion du SMTC de revenir en partie sur l'augmentation des tarifs transports qu'il avait annoncé, face à la détermination des organisations de jeunesse, notamment des Jeunes Communistes et des élus du groupe communiste.

La droite toulousaine essuie un camouflet et recule devant la mobilisation. Cette première victoire peut nourrir d'autres mobilisations. Que de temps perdu : cela fait un an que les élus communistes demandent à Jean-Luc Moudenc d'entendre raison et de maintenir le tarif Jeunes et les autres tarifs préférentiels.

C'est une première victoire dont les communistes se félicitent mais il reste encore des injustices :

- l'augmentation de 50% du tarif pour les jeunes non-étudiants, de moins de 26 ans, souvent en situation de grande précarité
- la suppression de la gratuité pour les chômeurs (plus de 55 000 concernés.)
- l'augmentation de 35% de l'abonnement pour les salariés,
- la fin de la gratuité pour les seniors de plus de 65 ans, même si l'annonce du tarif à 10 ou 15 euros pour tous les retraités est positif.

Encore un effort M. Moudenc !

Les communistes rappellent à Jean-Luc Moudenc qu'il a amassé en deux ans une cagnotte de 100 millions d'euros en augmentant massivement les impôts locaux. M. Moudenc veut faire payer deux fois les usagers : par l'augmentation de tous les tarifs municipaux et par l'impôt. Comme à chaque fois, la grande majorité des Toulousains et des salariés du département sont frappés au portefeuille par l'augmentation massive de l'abonnement mensuel plein tarif.

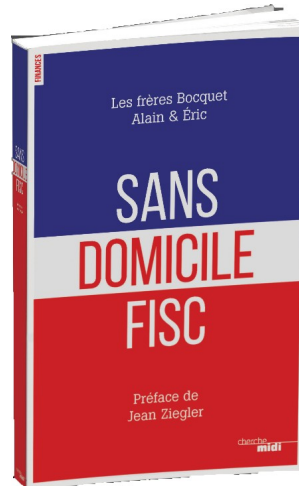
La vraie raison de ces augmentations c'est la difficulté de M. Moudenc à boucler le financement de la 3ème ligne de métro.

Les militants et les élus communistes se félicitent de cette première victoire mais continueront à se mobiliser pour le maintien du tarif à 10 euros pour tous les jeunes, de la gratuité pour les chômeurs et des tarifs justes pour tous.

« SANS DOMICILE FISC »
par les frères Bocquet,
Alain, député et Éric, sénateur
Le Cherche Midi, éditeur

Auteurs de rapports parlementaires sur les paradis fiscaux, ils ont décidé de poursuivre leurs missions sur la piste des « SANS DOMICILE FISC ». Évasion, optimisation fiscale, fraude font perdre entre 50 et 100 milliards d'euros au budget de la France chaque année et 1000 milliards à l'Europe.

Conférence -débat
avec Alain et Eric Bocquet
Mercredi 26 octobre à 20h30
Forum de la librairie de la Renaissance
1, Allée Marc Saint-Saëns (Métro Basso
Cambo), Toulouse



« Sans domicile fisc, l'ouvrage d'Éric et Alain Bocquet, écrit avec la collaboration de Pierre Gaumeton, constitue une arme formidable dans la phase paroxystique de la lutte de classes que les oligarchies du capital financier globalisé livrent aujourd'hui aux peuples du monde. Le livre est précieux par la clarté et la précision de sa langue, l'érudition qui le nourrit, les conclusions visionnaires qu'il énonce...»

«... La Troisième Guerre mondiale contre les peuples de l'hémisphère sud a commencé depuis longtemps.

Dans sa préface aux carnets de Victor Serge, Régis Debray écrit : « Le rôle de l'intellectuel n'est pas de distribuer des aménités, mais d'énoncer ce qui est. Son propos n'est pas de séduire, mais d'armer ».

Éric et Alain Bocquet assument magnifiquement cette tâche. Leur livre est une arme efficace dans la lutte contre l'ordre cannibale du monde.»

Jean Ziegler (extrait de la préface)

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
E-mail : _____ Tél : _____

A retourner à : Fédération du PCF, 1 allée Marc Saint-Saëns BP 73657 – 31036 Toulouse Cedex 1

Tel : 05 61 31 61 31

Courriel : fede.pcf31@orange.fr